

Le Burundi accuse les USA de s'ingérer dans ses affaires intérieures

@rib News, 22/07/2015 - Source Xinhua Selon un communiqué du ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, la position du gouvernement américain sur le Burundi "ne peut pas occulter le fait qu'elle cache mal l'ingérence de cet Etat dans les affaires intérieures d'un Etat souverain". Le Burundi a accusé mercredi les Etats-Unis de s'ingérer dans ses affaires intérieures, au lendemain de la publication d'un communiqué par le Département d'Etat américain sur ce petit pays est-africain en proie à une crise politique.

Le communiqué indique qu'il s'agit d'une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, de l'Acte Constitutif de l'Union africaine (UA), rappelant que cette dernière avait exprimé "son attachement au respect de la souveraineté et de l'indépendance du Burundi, conformément à la Constitution burundaise, à l'Acte constitutif de l'UA et à la Charte des Nations Unies". Mardi, date à laquelle s'est tenu le premier tour de l'élection présidentielle burundaise, le Département d'Etat américain a déclaré dans un communiqué que l'élection tenue dans les conditions actuelles au Burundi "ne sera pas crédible et discréditera davantage le gouvernement" burundais. "Les tentatives du gouvernement du Burundi de refuser aux citoyens la possibilité de choisir librement leurs dirigeants, sans intimidation et la menace de la violence, va forcer les Etats-Unis à revoir tous les aspects de notre partenariat pas encore suspendu, y compris l'imposition de restrictions sur les visas pour les responsables (...) qui favorisent l'instabilité au Burundi par la violence", avertit le communiqué du Département d'Etat américain. Le ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale a par ailleurs rejeté les critiques du Département d'Etat américain, qui a exprimé sa profonde inquiétude sur le fait que le gouvernement burundais n'a pas approuvé l'entrée de la mission des observateurs des droits de l'homme de l'UA avant l'élection présidentielle. "Contrairement à l'opinion répandue par le communiqué en question du Département d'Etat, la mission n'est pas liée aux élections. Elle a eu un mandat de surveiller la situation des droits de l'homme sur le terrain", indique le communiqué. Selon le communiqué du gouvernement burundais, les premiers éléments de la mission des observateurs de l'UA ont obtenu les visas mardi à Addis-Abeba et "sont attendus le 22 juillet 2015 à Bujumbura". Lire l'intégralité du Communiqué